

OTC

1. Les Nouvelles d'Arménie

1 février 2021

[Un général russe en déplacement en Arménie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Un général russe en déplacement en Arménie



Un général russe de haut rang a rencontré vendredi le ministre de la Défense Vagharshak Harutiunian pour la deuxième fois en cinq jours, et ce pour discuter des liens militaires étroits de la Russie avec l'Arménie.

Le colonel-général Sergueï Istrakov, chef adjoint de l'état-major général de l'armée russe, est arrivé à Erevan le 25 janvier pour ce que le ministère de la Défense arménien a qualifié de

« négociations d'état-major » entre les forces armées des deux États alliés. Istrakov a commencé le voyage par des réunions séparées avec Harutiunian et son homologue arménien, le colonel-général Onik Gasparian.

Un communiqué du ministère de la Défense publié vendredi a indiqué qu'Istrakov avait de nouveau rencontré Harutiunian pour l'informer des résultats des pourparlers qui ont touché « toutes les directions de la coopération militaire bilatérale russo-arménienne ». Ils ont discuté des activités conjointes prévues par les deux parties, a précisé le communiqué.

L'ambassadeur de Russie à Erevan, Sergueï Kopyrkine, s'était entretenu jeudi avec Harutiunian et Gasparian pour les féliciter à l'occasion du 29^e anniversaire de la création officielle de l'armée arménienne.

Mardi, Harutiunian avait inspecté le poste de commandement principal d'un système conjoint russo-arménien de défense aérienne protégeant l'espace aérien arménien. Il était accompagné d'un général de l'armée de l'air russe.

« Vagharshak Harutiunian a souligné la nécessité d'approfondir la coopération militaire russo-arménienne, y compris dans le domaine de la défense aérienne », a commenté le ministère de la Défense.

Le Premier ministre Nikol Pachinian a également annoncé son intention d'approfondir les relations russo-arméniennes dans un discours télévisé à la nation diffusé la veille du Nouvel An. Il a affirmé que son pays avait besoin de « nouvelles garanties de sécurité » après la récente guerre au Haut-Karabakh.

L'Arménie a déjà des liens politiques, économiques et militaires étroits avec la Russie. Le pays héberge une base militaire russe et a longtemps reçu des armes russes à prix cassé, voire même gratuitement.

Moscou a déployé 2 000 soldats de la paix au Karabakh dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre le 10 novembre.

2. Les Nouvelles d'Arménie

2 février 2021

[Début des exercices militaires conjoints turco-azéris d'hiver en Turquie dans \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Début des exercices militaires conjoints turco-azéris d'hiver en Turquie dans la région de Kars



Les exercices militaires conjoints des forces armées turco-azéris ont débuté le 1^{er} février dans la région de Kars. Comme rapporté par Armenpress, le ministère turc de la Défense a annoncé sur son microblog Twitter les derniers préparatifs pour le début des exercices militaires.

Des exercices se dérouleront jusqu'au 12 février. Le but de l'exercice est de développer la coopération entre les armées turques et azéris par des opérations militaires conjointes. Selon la partie turque, ce sera l'un des plus grands exercices militaires récents.

3. Les Nouvelles d'Arménie

1 février 2021

[La Géorgie commence à ouvrir les yeux sur le danger turco-azéri qui menace le \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La Géorgie commence à ouvrir les yeux sur le danger turco-azéri qui menace le pays

La grande Turquie a déjà commencé en Géorgie, s'est récemment exclamé lors de l'émission « *Objectif* » à la télévision géorgienne Nikoloz Mzhavanadze, un avocat géorgien qui a évoqué l'invasion de la Géorgie par la Turquie et l'Azerbaïdjan. La Géorgie commence à ouvrir les yeux sur le danger turco-azéri qui menace le pays.

« Après la turquification de l'Adjarie et de l'occupation de Gareji, dans la région géorgienne de Marneouli, les extrémistes azéris investissent les espaces religieux géorgiens de Houjab et Marneouli et émettent des propos vexatoires à l'encontre des religieux géorgiens. Ces groupes dirigés par la Turquie commentent des attaques sur les chrétiens dans la ville de Bouknari, Gouria et aujourd'hui encore à Marneouli, en attaquant des couvents et enlèvent la croix du monastère de Nino » dit l'avocat géorgien et affirme « *j'appelle à notre gouvernement à triompher de nos ennemis intérieurs !* ».

La Géorgie comprendrait-elle qu'elle est en danger entre la Turquie et l'Azerbaïdjan ? Mais pour Tbilissi qui est fortement engagée auprès du couple turco-azéri au détriment de l'Arménie, les jeux sont peut-être déjà fait. Et il est déjà trop tard pour se désengager...

Krikor Amirzayan

4.Les Nouvelles d'Arménie

2 février 2021

[Les experts des droits de l'homme de l'Onu appellent à un échange "rapide" des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les experts des droits de l'homme de l'Onu appellent à un échange "rapide" des prisonniers de guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Le bureau du Haut commissaire de l'Onu aux droits de l'homme à Genève a lancé un appel pressant lundi 1^{er} février à l'Azerbaïdjan et à l'Arménie pour qu'ils libèrent leurs prisonniers de guerre toujours en captivité deux mois et demi après l'arrêt des hostilités au Karabagh et

leur a aussi enjoint de retourner le plus vite possible les corps des personnes tuées durant la guerre afin que leurs familles puissent procéder à leurs funérailles, “dans le respect des traditions funéraires”. “Toute personne privée de sa liberté pour des raisons liées au conflit doit pouvoir regagner son foyer, et les familles de ceux qui ont été tués doivent être en mesure de récupérer les dépouilles de leurs êtres chers, en vertu de l’accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020”, indique notamment le communiqué des experts onusiens. “Le refus de divulguer des informations sur le sort et la localisation des personnes disparues et de restituer les dépouilles des morts risquent de grossir la liste des disparitions, ce que l’Azerbaïdjan et l’Arménie se sont engagés à empêcher”, ajoute la déclaration. Au moins 6 000 personnes ont été tuées durant la guerre de six semaines à laquelle a mis fin un accord de cessez-le-feu sous l’égide de la Russie conclu le 9 novembre et entrée en vigueur le lendemain même. L’accord appelle à un échange inconditionnel de tous les prisonniers détenus par les parties en conflit. Des dizaines d’entre eux ont été échangés en décembre. Jeudi dernier, l’Azerbaïdjan avait libéré cinq autres prisonniers de guerre arméniens en échange de la libération d’un Azerbaïdjanais détenu par la partie arménienne. Ce dernier échange porte à 59 le nombre total de prisonniers de guerre et civils arméniens ayant pu regagner leurs foyers. On estime qu’une centaine d’autres sont toujours détenus dans les prisons de l’Azerbaïdjan. Erevan, qui détient un nombre bien moins important de prisonniers azéris, accuse Bakou de trainer les pieds et faire durer délibérément le processus de libération de ses prisonniers. Le groupe d’experts de l’Onu a aussi exprimé sa préoccupation concernant les “allegations selon lesquelles des prisonniers de guerre et autres personnes protégées par les conventions internationales ad hoc ont été exécutés de manière expéditive, rayés des listes et soumis à torture et autres mauvais traitements”. “Aucune circonstance exceptionnelle – qu’il s’agisse de l’état de guerre, de l’instabilité politique intérieure, ni quelque autre pression de l’opinion – ne saurait être invoquée pour justifier la torture et les disparitions forcées”, soulignent les experts qui ajoutent : “De tels actes, quand ils sont perpétrés dans un conflit armé, peuvent aussi être tenus pour des crimes de guerre”. “Nous en appelons aux autorités de l’Arménie et de l’Azerbaïdjan pour qu’elles mènent des enquêtes précises, rapides, indépendantes et impartiales sur ces allégations relatives aux violations graves des droits de l’homme commises durant le conflit et dans son sillage en vue de traduire les responsables en justice et de restaurer le droit des victimes. Ces actions faciliteront la vérité, la réconciliation et la confiance”, concluent les experts qui, tenus pas leur langage diplomatique, ont renvoyé dos à dos les deux belligérants. C’est pourtant l’Arménie qui, a plus d’une reprise, a attiré l’attention de la communauté internationale sur le non respect, par l’Azerbaïdjan, de ses engagements concernant la libération des prisonniers arméniens et la restitution des dépouilles des Arméniens tués durant le conflit et après. Une mauvaise volonté de la part de Bakou qui

avait été pointée du doigt par la Russie comme par d'autres pays, dont la France.

5. Les Nouvelles d'Arménie

2 février 2021

[Ardzroun Hovhannisyan n'exclut pas la possibilité d'avoir reçu de « fausses » \(...\) – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Ardzroun Hovhannisyan n'exclut pas la possibilité d'avoir reçu de « fausses » informations pendant la guerre en Artsakh



Le lieutenant-colonel Ardzroun Hovhannisyan, représentant du ministère arménien de la Défense qui communiquait chaque jour sur la chaîne de Télévision publique d'Arménie le bilan de la dernière guerre en Artsakh entre le 27 septembre et le 9 novembre 2020 n'exclut pas la possibilité qu'il ait reçu de « fausses informations » lors de la guerre, informations qu'il communiqua au public. Ainsi il pourrait-être lui-même trompé par ses correspondants officiels du ministère de la Défense.

Dans une conférence de presse aujourd'hui au Parlement arménien, Ardzroun Hovhannisyan a déclaré face aux journalistes présents « *Pendant la guerre, j'ai publié environ 170 messages affirmant que nous allons gagner, et non pas que nous gagnons, et j'ai publié des messages également, affirmant que la situation est très difficile, que c'est un combat pour*

l'existence....Parce qu'aujourd'hui nous avons perdu, c'est une situation émotionnelle très difficile pour nous tous, et après cela, nous voulons trouver des traîtres sans condition, et je regrette beaucoup qu'ils veuillent trouver des traîtres parmi les militaires. »

Ardzroun Hovhannisyan a insisté sur le fait que les informations qu'il transmettait régulièrement au public étaient entièrement issues du ministère arménien de la Défense avec comme source l'état-major général de l'Arménie ainsi que de l'Armée de Défense de l'Artsakh. Mais A. Hovhannisyan n'a pas exclu la possibilité que ces informations puissent avoir été fausses. Il a notamment affirmé « Je n'exclus pas cette possibilité, il y a eu de nombreuses contradictions pendant la guerre ».

Dans une autre interview accordée ce matin à Yerkir Media, Ardzroun Hovhannisyan s'est déclaré stupéfait et surpris de la défaite de l'Armée arménienne et surtout de la défaite de Chouchi alors que jusqu'au 9 novembre -jour du cessez-le-feu- il était convaincu que les Arméniens dominaient à Chouchi et qu'ils terminaient une opération de « nettoyage » des soldats azéris et mercenaires djihadistes syriens infiltrés dans la ville...

Krikor Amirzayan

6.Les Nouvelles d'Arménie

2 février 2021

[Le corps de Hovhannès Khoderyan \(22 ans\) héros du film « Tevanik » tué lors de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le corps de Hovhannès Khoderyan (22 ans) héros du film « Tevanik » tué lors de la guerre en Artsakh a été retrouvé et identifié



Hier s'est déroulé le service de requiem pour Hovhannès Khoderyan un combattant volontaire de 22 ans tué lors de la dernière guerre en Artsakh. Hovhannès Khoderyan était devenu un héros qui avait posté une vidéo lors de la guerre...40 minutes après avoir posté sa vidéo sur les réseaux sociaux, H. Khoderyan était tué par un tir ennemi en Artsakh.

Hovhannès Khoderyan est l'acteur qui a joué le rôle d'un héros du même nom dans le film du réalisateur Jivan Avetisyan « *Tevanik* » qui eut un gros succès et révéla nombre d'acteurs. Le thème de « *Tevanik* » sorti sur le grand écran en 2014 est la guerre de libération de l'Artsakh avec des familles déchirées.

Hovhannès Khoderyan est mort lors des combats le 16 octobre 2020 mais son corps fut retrouvé plusieurs mois plus tard lors des opérations de recherches dans les zones de combats. « *Hovhannès est tombé dans la région de Hadrout. Son groupe de 28 personnes ont combattu l'ennemi dans les forêts jusqu'au bout. Une partie de ce groupe a survécu comme mon ami Hovo qui était blessé. Il a vu mon frère blessé par un tir ennemi, mais lui, il ne pouvait rien faire pour le sauver* » dit Karen Mkrdchyan le frère d'Hovhannès Khoderyan.

Hovhannès Khoderyan était né à Couchi mais avait vécu à Erévan avec son frère. Il était fiancé et comptait se marier cette année...

Il a commencé sa carrière d'acteur à l'âge de 13 ans. Après avoir joué dans le célèbre film « *Tevanik* » il a effectué son service militaire puis il est revenu se fiancer. Hovhannès fut tué le 18 octobre. Après de longues recherches en décembre son corps fut retrouvé dans la zone de combat. Mais son corps était inidentifiable. Son analyse ADN pratiquée il y a quelques jours confirma que le corps était bien celui d'Hovhannès Khoderyan.

Les funérailles de Hovhannès Khoderyan se sont déroulées hier en l'église Sourp Hagop (Saint

Hagop) du quartier de Kanaker à Erevan.

7. Conflits

31 janvier 2021

[La France a-t-elle encore un rôle au Moyen-Orient ? | Conflits \(revueconflits.com\)](#)

La France a-t-elle encore un rôle au Moyen-Orient ?

Dix ans après l'échec européen en Libye, le temps du bilan de l'action de la France au Moyen-Orient a sonné. Entre difficulté à posséder une véritable stratégie géopolitique et impossibilité de pouvoir la mener en toute indépendance, la France semble ne plus être invitée à siéger aux côtés des puissances de la région. Une position que le professeur Frédéric Encel explique tout en rappelant que l'influence de la France au Moyen-Orient va grandissante.

Entretien avec Frédéric Encel. Propos recueillis par Étienne de Floirac. Frédéric Encel est Docteur HDR en géopolitique, maître de conférences à Sciences-Po Paris et professeur à la Paris School of Business, auteur de *Géopolitique du printemps arabe* (PUF, 2017, Grand Prix de la Société de Géographie), et des *Cent mots de la guerre* (PUF, 2020).

Comment expliquer, dix ans après, le fiasco occidental en Libye ?

Votre question porte en elle deux interrogations : le fiasco en soi, et son caractère occidental, plus précisément européen. Sur le premier point, manifestement, l'après Kadhafi n'a pas été assez pensé. À Paris, Londres et Rome, on a insuffisamment cherché une alternative sérieuse au régime - calamiteux et vacillant par ailleurs - de Kadhafi ; les quelques chefs de l'opposition venus tenter de nous convaincre de leurs représentativité et bonne volonté n'étaient manifestement pas à la hauteur. Cela dit, je vous rappelle, d'une part, que Benghazi - la deuxième ville de Libye en importance - était très directement menacée, d'autre part, que Moscou et Pékin avaient accepté que nous empêchions le despote libyen de mettre à exécution ses menaces apocalyptiques contre cette cité, en s'abstenant au Conseil de sécurité sur la résolution franco-britannique du 15 mars au Conseil de sécurité. À l'origine, il ne s'agissait donc pas de faire chuter Kadhafi, mais seulement de casser le fer de lance de son armée. Sauf qu'une fois cet objectif atteint, il était clair que ses opposants détruiraient

son pouvoir.

Sur le second point, celui concernant les Occidentaux, je rappellerais qu'ils avaient déjà été accusés par des pans entiers des opinions arabes (et européennes) de n'avoir pas soutenu les peuples révoltés, tant en Tunisie qu'en Égypte. Que fallait-il faire ? Que dirait-on aujourd'hui si Benghazi soulevée contre le dictateur avait été noyée dans le sang ? L'affaire libyenne est paradigmatique de la contradiction dans laquelle on enferme les Occidentaux ; quoi qu'ils fassent au Moyen-Orient, ils sont toujours vilipendés...

Que reste-t-il de l'influence française dans ses anciens espaces coloniaux au Proche et Moyen-Orient ? En l'espèce, la question libanaise pourra-t-elle devenir notre planche de salut ?

L'influence de la France au Maghreb, au Sahel et au Moyen-Orient, n'en déplaie aux ricanes, demeure très considérable et s'est même renforcée depuis la fin des années 2000 ! Une base stratégique aux Émirats arabes unis - la puissance montante du Golfe - deux autres à Djibouti et en Jordanie, plus de cinq mille soldats déployés au Sahel, un rôle militaire actif et conséquent contre Daesh, un statut privilégié dans les accords passés et à venir sur le dossier nucléaire iranien (accord des 5+1 de juillet 2015), ainsi que des partenaires commerciaux et/ou diplomatiques primordiaux tels que le Maroc, l'Égypte, l'Arabie saoudite ou encore Israël ; c'est ce qu'on appelle de l'influence ou ce terme n'a guère de sens... Surtout qu'il convient d'ajouter le soutien déterminant à nos alliés grecs et chypriotes face à l'expansionnisme turc en Méditerranée orientale, fin 2020. Cela ne signifie pas que la France peut se substituer aux États-Unis ou jouer l'arbitre incontournable, mais puisqu'aucune puissance ne peut y prétendre...

Quant au Liban, au sud duquel stationnent plusieurs centaines de nos soldats dans le cadre de la *Finul bis*, je ne pense pas qu'il puisse correspondre à une « planche de salut », bien au contraire ; d'abord, l'État dans l'État qu'est le [Hezbollah](#) aux ordres de Téhéran nous est violemment hostile, ensuite le pouvoir libanais est ontologiquement faible de son Pacte national dépassé et défectueux face aux communautés confessionnelles. Aux Libanais de s'en défaire, comme l'affirmait Emmanuel Macron à Beyrouth en août 2020, à des citoyens exaspérés lui demandant le retour du Mandat français, la France ne peut pas agir à leur place.

En définitive, la France a-t-elle encore un rôle à jouer au Moyen-Orient et est-elle en mesure de l'honorer ?

Elle en a, seule en Europe, à la fois la volonté et la capacité ; ce serait je crois une grave erreur d'y renoncer. Regardez ce qui s'est produit en Syrie en 2013 ; après la désastreuse

reculade de Barak Obama, la Russie s'est puissamment et durablement installée. En géopolitique, bien souvent, le surcroît d'influence s'obtient par le retrait d'autrui...

Considérez-vous que notre échec en Syrie, si tant est qu'il y en ait un, a considérablement atteint notre capacité à faire partie des grandes puissances sur la scène régionale ?

La doctrine Hollande-Le Drian me semblait la bonne : 1/conservé comme objectif la destruction des djihadistes (de Daesh, mais aussi ceux du Sahel), 2/ignorer un Bachar el Assad incarnant bien davantage un problème qu'une solution. Par ailleurs, nous avons soutenu, peut-être insuffisamment, les modérés de l'Armée syrienne libre. Est-ce un échec ? Seule, la France ne pouvait pas grand-chose. Or j'insiste : en août 2013, Obama a renoncé à tenir son engagement aux côtés de Paris et Londres de frapper des sites militaires syriens après un nouvel emploi de gaz de combat contre des civils. Hollande se tenait prêt, mais Obama a reculé (et Cameron a été empêché par les Communes). Résultat : la Syrie est d'autant plus sous condominium russo-irano-turc que l'inconséquent Trump a abandonné les Kurdes à leur sort en 2018... L'échec est avant tout américain.

Une alliance, ou du moins un rapprochement, avec la Russie serait-elle bénéfique à la diplomatie française dans la région ?

Un rapprochement, oui (à certaines conditions), et pas seulement dans la région. Je pense que face à la phénoménale montée en puissance globale - et de plus en plus agressive - de la Chine, l'Europe doit non seulement accélérer sa marche vers l'unification, mais encore redéfinir ses priorités ; le face-à-face vindicatif avec Moscou a-t-il encore un sens, trente ans après la chute de l'URSS et alors que la séquence Trump a démontré le déclin de l'attrait américain pour le Vieux continent ? Je n'en suis pas sûr.

La géopolitique que s'apprête à mener le nouveau président des États-Unis, Joe Biden, va-t-elle nous obliger à modifier notre stratégie au Moyen-Orient ?

Je ne le crois pas, car dans les grandes tendances et excepté sur le dossier nucléaire iranien - où Biden, Macron et les chefs des autres grandes puissances convergent - la politique américaine va se poursuivre : soutien à Israël (même moins spectaculaire et avec un encouragement au retour à un vrai processus de paix), soutien aux alliés arabes traditionnels (quasiment les mêmes que ceux de Paris !) bien qu'avec quelques remontrances sur les Droits de l'homme, poursuite du désengagement des fantassins au profit des drones afin de maintenir la pression sur les djihadistes... Pas de quoi s'écharper ni se réorienter en profondeur !

8.Marianne

31 janvier 2021

[Dix ans de guerre civile : les chrétiens de Syrie pris en otage \(marianne.net\)](http://marianne.net)

Dix ans de guerre civile : les chrétiens de Syrie pris en otage

Depuis près de dix ans, 600 000 Syriens de confession chrétienne ont quitté leur pays. Instrumentalisée d'un côté par le régime de Bachar al-Assad, ciblée par des groupes djihadistes de l'autre, cette communauté a souvent été incomprise, chez elle comme en dehors.

“Pire catastrophe” depuis 1945

La fin de cet hiver marquera le dixième anniversaire des premières manifestations contre le régime syrien. Elles furent l'étincelle d'un conflit dans lequel l'ONU voyait - déjà en 2017 - la « pire catastrophe provoquée par l'homme depuis la Seconde Guerre mondiale ». La présence chrétienne de ce pays s'est réduite au moins de moitié. Victimes de la logique du « moins pire » qui voit s'opposer le péril terroriste à une dictature, les chrétiens syriens ont longtemps préféré s'emurer dans un silence prudent... que seul l'exil a pu en partie briser.

En décembre 2010, un an avant que la Syrie sombre dans le chaos, Asma al-Assad - épouse de Bachar - s'était inquiétée du sort des chrétiens d'Orient, « *menacés dans de nombreux pays du monde musulman* ». Dans les pages de *Paris Match*, celle que l'on surnommait « la rose sanglante du désert » fait l'éloge d'une forme de laïcité *made in Syria*. Le 22 janvier 2014 se tenait la conférence de paix Genève II. Face aux chancelleries réunies sur les bords du lac Léman, Walid al-Mouallem - chef de la diplomatie syrienne - se dresse à son tour contre les exactions subies par les chrétiens : « *Tous les Syriens sont chrétiens lorsqu'on s'attaque au christianisme.* » L'été suivant, Daech gommait peu ou prou - avec une brutalité médiévale - ce qu'il restait d'une présence chrétienne bimillénaire en Irak. Des milliers de chrétiens de Mossoul trouvèrent alors refuge dans la Syrie d'Assad, lui-même issu d'une minorité confessionnelle, les Alaouites.

Valorisé par cette image de « gardien des minorités », le raïs syrien partage désormais un ennemi commun avec la communauté internationale. Depuis lors, l'image instillée dans les esprits est entretenue par un discours officiel largement repris par l'ensemble des médias. (Cet article est réservé aux abonnés).

9. Les Nouvelles d'Arménie

30 janvier 2021

[Les soutiens de Martine Vassal et de Renaud Muselier au peuple \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les soutiens de Martine Vassal et de Renaud Muselier au peuple arménien



A l'occasion de la commémoration du 20^{ème} anniversaire de la promulgation de la loi portant sur la reconnaissance par la France du génocide des Arméniens, de nombreuses personnalités politiques ont manifesté leur soutien et salué la mémoire des victimes.

A Marseille, Martine Vassal présidente du Département et de la Métropole ainsi que Renaud

Muselier président de la Région Sud, ont également voulu témoigner de leur engagement plein et entier auprès du peuple arménien.

Fière de partager les racines arméniennes de sa maman, née, Georgette Kalenderian, Martine Vassal s'est rendue à plusieurs reprises en Arménie à la tête de diverses délégations pour des missions de travail avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Rappelons également que lors du voyage historique de Jacques Chirac en Arménie du 29 septembre au 1 octobre 2006, Renaud Muselier, Ancien Secrétaire d'Etat et Chargé de mission auprès du président de la République et son ami Patrick Devedjian ancien ministre, tous deux députés sur les mêmes bancs à l'Assemblée nationale, étaient présents auprès de Charles Aznavour ainsi que des nombreuses autres personnalités invitées par l'Elysée.

Le communiqué de Martine Vassal

« La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915 ».

Il y a 20 ans, le 29 janvier 2001, cette loi française était signée par le Président de la République, Jacques Chirac après le vote de l'Assemblée Nationale.

Première loi promulguée du 21^e siècle par la France ! Par ce geste, notre pays voulait ainsi arrêter de fermer les yeux face à la barbarie et la folie subies par le peuple arménien.

20 ans après, de nouveaux crimes sont commis dans le #HautKarabakh et le peuple arménien souffre à nouveau.

Cette journée doit nous rappeler ce qu'a été l'horreur et nous pousser à agir plus vite. Nous devons tirer les leçons du passé et ne plus laisser faire l'inacceptable sans réagir.

Je demande au Gouvernement de se montrer courageux en reconnaissant la République du Haut-Karabakh. N'attendons pas 20 ans pour dénoncer les crimes d'aujourd'hui.

10.Les Nouvelles d'Arménie

30 janvier 2021

WEBTV : interview de Mourad Papazian et Ara Toranian

[WEBTV : interview de Mourad Papazian et Ara Toranian - Nouvelles d'Arménie en](#)

[Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

[CCAF : 2001-2021 - YouTube](#)

11.Front Populaire

30 janvier 2021

[Front Populaire - « Les Arméniens ont vécu une guerre de civilisation dans l'indifférence du reste du monde »](#)

« Les Arméniens ont vécu une guerre de civilisation dans l'indifférence du reste du monde ».

ENTRETIEN. Une fois n'est pas coutume, l'un de nos contributeurs nous propose un entretien qu'il a lui-même réalisé. Alexis Brunet a rencontré Krikor Amirzayan, journaliste à *Nouvelles d'Arménie* et *Armenews*. L'occasion de reparler dans nos colonnes du drame arménien.

lexis Brunet. À l'heure actuelle, quelle est la situation dans le Haut-Karabakh ?

Krikor Amirzayan. Il y a eu un cessez-le-feu le 10 novembre, maintenu par des forces de sécurité russes. En 1991, une république y a été proclamée avec un parlement, un président et des députés. Cet État incarnait aussi un espace de démocratie dans la région. Tout le système politique de l'État du Haut-Karabakh, incluant notamment la constitution, a été calqué sur le système français. Il y avait 99% d'Arméniens dans cet État, qui vivaient en relation avec l'Arménie.

Et le conflit dans cette région du Sud-Caucase ne date pas d'aujourd'hui, d'où vient-il ?

Au début du XXème siècle, les Arméniens représentaient 95 % de la population de cette région, le reste étant composé de Grecs, de Juifs et d'Azéris. Pour diviser les peuples, Staline a détaché le Karabakh de l'Arménie pour le donner à la République socialiste soviétique

d'Azerbaïdjan en 1921. Cela était peut-être aussi dans le but de faire triompher la révolution bolchévique en Asie centrale. De plus, les Arméniens étaient considérés comme des pro-occidentaux, Staline voulait donc donner le ton, défier l'Occident et diviser. Cette enclave n'avait pas lieu d'être donnée à l'Azerbaïdjan. 80 ans plus tard, on voit où cela mène.

Justement, comment en est-on arrivé à cette reprise des hostilités ?

De 1921 à 1991, le Haut-Karabakh est resté soviétique. Dès 1988, quand Gorbatchev a parlé de perestroïka et de signes d'ouvertures, on savait que le monde soviétique allait se disloquer. Depuis 1921, les Arméniens attendaient cette dislocation pour ne plus être sous le joug de l'Azerbaïdjan, qui incarnait la culture turque dont ils ne voulaient pas, d'autant plus après le génocide. En 1988, il y a eu des manifestations en Arménie rassemblant jusqu'à un million de personnes pour réclamer que le Haut-Karabakh soit rattaché à l'Arménie. En réponse, il y a eu des pogroms anti-arméniens organisés à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan en février 1988. Des centaines d'Arméniens ont été lynchés et brûlés. Les 500 000 Arméniens d'Azerbaïdjan ont alors quitté ce pays car ils étaient menacés. Au Haut-Karabakh, des civils Arméniens avaient pris les armes pour faire partir les militaires Azéris et Soviétiques. La guerre a commencé en 1988, jusqu'en 1994. Il y a eu 30 000 morts, dont environ 7000 du côté arménien. Les Arméniens ont gagné la guerre, ils ont même récupéré des terres autour de la capitale Stepanakert pour la protéger des canons des Azéris. Cette situation de cessez-le-feu a duré jusqu'au 27 septembre 2020.

Dans un entretien au Figaro, Ilham Aliev, le président de l'Azerbaïdjan, a affirmé que dès le 12 juillet 2020, l'Arménie a attaqué l'Azerbaïdjan pour s'emparer des infrastructures énergétiques. Il a dit aussi que l'Arménie a rompu les négociations de paix. Les responsabilités ne sont-elles pas partagées ?

C'est faux. En juillet 2020, ce n'est pas l'Arménie qui a attaqué l'Azerbaïdjan au Nord-est de l'Arménie dans la région de Tavush mais l'Azerbaïdjan. Il y a eu une mini-guerre qui s'est soldée par une trentaine de morts de chaque côté. L'Azerbaïdjan a une armée puissante, financée par les pétrodollars et aidée par les Turcs, qui étaient déjà présents à Gandja. C'est pour cela qu'il a attaqué en premier. Ilham Aliev est un président dictateur qui dit ce qui lui chante.

Dans ce même entretien, il a admis le pogrom de Bakou de janvier 1990, en précisant que ce dernier répondait à des massacres, et a plaidé pour une réconciliation. N'est-ce pas une main tendue au premier ministre arménien Nikol Pachinian ?

Il a aussi dit à la télévision arménienne : *« J'avais dit qu'on chasserait les Arméniens de nos terres comme des chiens, et nous l'avons fait »*. Pensez-vous vraiment qu'il veut faire la paix ? Quand on veut la paix, on ne dit pas des choses aussi horribles. *« Chasser les Arméniens comme des chiens »* ! Il l'a dit et répété. C'est ce qu'il veut faire même sur tout le Caucase. Ilham Aliiev a déclaré avoir des prétentions sur l'Arménie.

Nikol Pachinian, le premier ministre arménien, a signé le cessez-le-feu après avoir fait des sorties sur la « terre sacrée du Haut Karabakh ». Veut-il vraiment la paix ?

Le Haut-Karabakh est arménien depuis la nuit des temps, c'est un lieu de patrimoine sacré pour les Arméniens. Bien sûr qu'il veut la paix, mais on ne peut pas faire la paix avec des dirigeants qui parlent de chasser les Arméniens comme des chiens ou qui disent que l'Arménie appartient à l'Azerbaïdjan. Début février, il va encore y avoir des exercices militaires turco-azéris dans la ville azerbaïdjanaise de Kars, à la frontière arménienne et qui est une ancienne capitale de l'Arménie. C'est de la provocation. L'Azerbaïdjan a gagné cette guerre grâce à la Turquie et grâce à des djihadistes, c'est pour cela qu'il montre les dents. Les Arméniens veulent la paix mais ils n'ont pas vocation à se mettre à genoux encore une fois. Les Russes font leur maximum pour maintenir le statu-quo.

Sait-on combien d'Arméniens du Haut-Karabakh ont dû quitter la région ces derniers temps ?

Au 27 septembre, ils étaient 150 000 Arméniens à vivre dans le Haut-Karabakh. Plus de 120 000, c'est à dire pratiquement toute la population civile, sont partis, le reste étant composé de soldats. Ils ont dû aller se réfugier en Arménie ou dans d'autres régions du sud. Sur ces 120 000, 45 000 ont pu retourner chez eux escortés par les forces de sécurité russes mises en place à partir du 10 novembre. 2000 *soldats de paix* russes, sortes de casques bleus russes, ont accompagné les Arméniens réfugiés pour rentrer chez eux au Haut-Karabakh. 40 000 autres réfugiés sont rentrés chez eux par leurs propres moyens.

La France compte 700 000 citoyens d'origine arménienne, la France a-t-elle été à la hauteur de cette tragédie et pourquoi sont-ce les Russes qui s'en occupent ?

Depuis le cessez-le-feu de 1994, il a été créé le groupe de Minsk de l'OSCE, co-présidé par les Russes, les Américains et les Français. Ce groupe est chargé depuis 1994 du règlement pacifique de la région du Haut-Karabakh. Erdogan veut reconstituer un empire ottoman. Deuxième armée de l'OTAN, la Turquie a laissé ses avions et une partie de son armée en Azerbaïdjan lors des exercices militaires de juillet dernier. Aidé par la Turquie, l'Azerbaïdjan a conquis trois-quarts des territoires du Haut-Karabakh. Aujourd'hui, dans la partie restante, les

Russes ont court-circuité le groupe de Minsk et l'Europe. Ils ont eu l'intelligence d'agir en envoyant leur armée sur place pour faire la paix. Leur paix est plutôt respectée, le Sud Caucase étant une zone russe. Concernant la France, le président Macron avait bien agi au départ, en disant que des djihadistes qu' Erdogan avait fait venir de Syrie étaient arrivés du côté de l'Azerbaïdjan. Macron parlait de 300 djihadistes au départ ; au total, ce sont 2000 à 2500 djihadistes syriens qui sont venus prêter main forte à l'Azerbaïdjan.

D'ailleurs, selon un article de Jean-Christophe Buisson dans *Le Figaro*, une rumeur a assuré que certains de ces mercenaires pouvaient obtenir des terrains et des maisons en échange de leurs services. Par ailleurs, il était écrit dans le même article : « depuis la fin du conflit, des vidéos circulent sur les réseaux sociaux qui montrent des soldats azéris en uniforme humilié, frapper et parfois même égorger des civils arméniens ». Est-ce vrai?

Jean-Christophe Buisson est très érudit, il a même été sur place. Tout est vrai mais la vérité est encore pire. Des soldats arméniens ont été exécutés dans une sauvagerie absolue, avec un mépris total des conventions de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre. Je ne dis pas que les Arméniens sont des anges, mais cette culture judéo-chrétienne que nous avons s'oppose à cette culture azéri pro turque et fanatisée, d'autant plus avec ces djihadistes venus de Syrie. Par exemple, un homme arménien handicapé de 80 ans a été égorgé vivant après qu'ils lui ont coupé les oreilles. Il y a des vidéos horribles qui circulent. On peut voir un soldat et un civil, dans la ville d'Hadrou, qui ont été attachés avec un drapeau arménien avant d'être fusillés. Ces vidéos d'exactions énormes ne se comptent pas par dizaines mais par centaines. Souvent, les soldats azéris récupéraient les téléphones des soldats arméniens pour envoyer les images de leurs exactions aux familles de ces derniers. La très grande majorité de ces vidéos sont réelles, la sauvagerie a été absolue. Concernant l'installation des djihadistes pour services rendus, c'est une volonté non pas tant des Azéris que de la Turquie. L'Azerbaïdjan est le faire-valoir de la Turquie mais c'est la Turquie qui a gagné la guerre. Erdogan veut peupler cette zone pour qu'elle soit islamique. Il a d'ailleurs dit lui-même que cette zone n'est pas chrétienne mais qu'elle est une zone musulmane. Ce qu'ont vécu les Arméniens, c'est une guerre de civilisation promue par Erdogan et sa Turquie expansionniste, ceci dans l'indifférence du reste du monde.

Vous pensez que les Arméniens ont été attaqués en tant que chrétiens?

Jean-Christophe Buisson a recueilli le témoignage d'un Arménien qui dit: « Si on était musulman, vous croyez qu'ils nous auraient fait ça ? » Cette position est valable pour tous les Arméniens du Haut-Karabakh. En France, parler de guerre de religion est tabou. Mais ce qui

se passe actuellement en Arménie, c'est un plan d'expansion de l'empire turco-ottoman, qui va jusqu'à Vladivostok et même au-delà. Et derrière, il y a un facteur religion. Les Arméniens sont le premier peuple au monde dont la nation, l'Arménie, a déclaré la chrétienté comme religion d'État. Saint Krikor, Grégoire en français, qui deviendra ensuite le patron de l'Église arménienne, a guéri le roi d'Arménie. C'est pour cela que le roi a déclaré la chrétienté comme religion d'État en Arménie en 301, soit vingt ans avant Rome! Pensez-vous que cela fasse plaisir aux États turcs et azéris ? Cela a toujours posé des problèmes à l'Arménie, d'abord avec les Perses qui voulaient nous imposer le mazdéisme. C'est ainsi qu'a eu lieu, en 451, la première guerre de religion de l'Histoire. Les Arméniens ont perdu la guerre mais ils sont restés chrétiens, ce qui fait qu'au bout d'un moment, l'Iran a décidé de les laisser tranquilles. Ensuite il y a eu les Arabes, les Mongols et les Turcs.

L'opinion publique française est indignée par les images de Syrie, de Libye, du conflit israélo-palestinien ou même du Venezuela. Pourquoi le sort des Arméniens n'a-t-il pas suscité autant d'émoi ?

C'est très étonnant. Même Nikol Pachinian pensait que l'Europe des valeurs occidentales réagirait. Le monde n'a pas bougé. Il existe une passion des Français pour les Arméniens mais il n'y a pas eu de passion politique pour ce qui s'y passe actuellement, quelques déclarations du président Macron mises à part. La France a juste fait de l'humanitaire, elle envoie des avions humanitaires maintenant alors que c'est trop tard, alors que la messe est dite, si vous me permettez l'expression. Les Arméniens auraient voulu que la France intervienne militairement. Cela n'a pas eu lieu à cause du ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Je rappelle qu'il a vendu des armes à l'Azerbaïdjan et qu'il a des contrats avec l'Azerbaïdjan. Il a donc empêché toute intervention armée en disant que si la France intervenait, la France aurait des problèmes dans la coprésidence du groupe de Minsk. Les Russes ont bougé avant, en raison de ces ventes d'armes à l'Azerbaïdjan, encore une fois. Ces ventes, tout le monde est au courant, elles ont été publiées ! C'est pour cela qu'il a empêché que la France prenne partie pour les Arméniens. Aujourd'hui, la Turquie arme l'Azerbaïdjan, elle est en train de construire une base militaire à Gandja, qui est la deuxième ville du pays. Cette base ne fait sûrement pas plaisir à Poutine. Dans les deux ans qui viennent, une guerre est sans doute imparable. L'appétit du monde turc a fait que l'Azerbaïdjan est devenu une annexe de la Turquie.

12. Les Nouvelles d'Arménie

31 janvier 2021

[Le Figaro Histoire \(Février-Mars 2021\) sortie mercredi 3 février 2021, dossier \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le Figaro Histoire (Février-Mars 2021) sortie mercredi 3 février 2021, dossier sur le « Karabagh, terre de sang » de Mikael Nichanian, photographies d'Antoine

Agoudjian

Le Figaro Histoire (Février-Mars 2021, n°54 , 8,90 €) sortira dans les kiosques ce mercredi 3 février avec un superbe dossier « Karabagh terre de sang » » avec un texte de l'historien Mikael Nichanian et des photographies de Antoine Agoudjian.

Présentation de ce numéro de Figaro Histoire avec un large dossier sur la Guerre Froide (1945-1971) « Nid d'espions ».

Alors que John le Carré vient de tirer sa révérence et que James Bond et OSS117 s'apprêtent à faire leur retour en 2021, Le Figaro Histoire a mené l'enquête sur les espions de la Guerre froide. Pourquoi ces décennies de tension parfois intense entre l'Est et l'Ouest furent-elles l'âge d'or de l'espionnage ? Les meilleurs spécialistes font le récit d'un affrontement sans merci à travers les épisodes clés de la période, de l'affaire Rosenberg à l'affaire Farewell en passant par la trahison des « Cinq de Cambridge » et la crise de Cuba. Chefs de réseau, agents doubles, chasseurs de taupe ou dissidents : les espions les plus mystérieux revivent sous leur plume ainsi que leurs doubles de papier et de cinéma, qu'ils soient George Smiley, Sean Connery ou Jean Dujardin. Un passionnant dossier de 60 pages richement illustré.



Au cœur de l'actualité, l'agitation qui a embrasé Washington à quelques jours de la passation de pouvoir entre Trump et Biden fournit à Patrice Gueniffey la matière d'une puissante réflexion sur ce qui, de 1789 à nos jours, fait une journée révolutionnaire. Côté reportage, Le Figaro Histoire vous emmène au Haut-Karabagh, terre de sang dont l'histoire se confond avec celle de l'Arménie, et vous dévoile la saisissante galerie des portraits que la science permet désormais de reconstituer, de l'homme de Néandertal à Rembrandt ou Jules César.

Krikor Amirzayan

Veillez consulter l'article de Figaro en pièce jointe.

13. Les nouvelles d'Arménie

2 février 2021

[Un marchand d'armes arménien poursuivi par la justice - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Un marchand d'armes arménien poursuivi par la justice

Le Service de sécurité nationale d'Arménie (SSN) a fait savoir lundi 1^{er} février que ses services avaient procédé à l'arrestation pour fraude du propriétaire d'une compagnie

fournissant les forces armées arméniennes en armes, munitions et équipements militaires. Les accusations portent sur un contrat d'un 1 million de dollars pour la livraison d'obus d'artillerie que Davit Galstian, dirigeant de Mosston Engineering company, avait signé avec le ministère arménien de la défense en 2018. L'agence sécuritaire arménienne a indiqué que la compagnie incriminée aurait rompu les termes du contrat en fournissant au ministère des munitions conçues pour des systèmes d'artillerie d'un modèle différent et plus anciens. Les unités d'artillerie n'ont donc pas pu accomplir leur "mission de combat " avec ces obus, poursuit le communiqué du SSN. C'est pourquoi, ajoute-t-il, les enquêteurs du SSN ont inculpé Galstian et le directeur de Mosston et a demandé à un tribunal de Erevan de les placer en détention préventive. On ne sait pas encore si les suspects plaideront coupables ou nieront les accusations dont ils font l'objet. On ne sait pas davantage si le SSN poursuivra des responsables du ministère de la défense, anciens ou toujours en fonction. Le communiqué indique à ce propos que les enquêteurs s'emploient à "identifier la chaîne entière d' individus impliqués dans ce processus de c

...